

Présentation de l'Inde

Partager   

Sommaire

- > [Présentation du pays](#)
- > [Éléments d'actualité](#)

Présentation du pays

Données générales

Nom officiel : République de l'Inde.

Nature du régime : République fédérale.

Chef de l'État : M. Ram Nath Kovind, Président de la République (depuis le 17 juillet 2017).

Chef du Gouvernement : M. Narendra Modi, Premier ministre (depuis le 26 mai 2014, reconduit dans ses fonctions le 30 mai 2019).

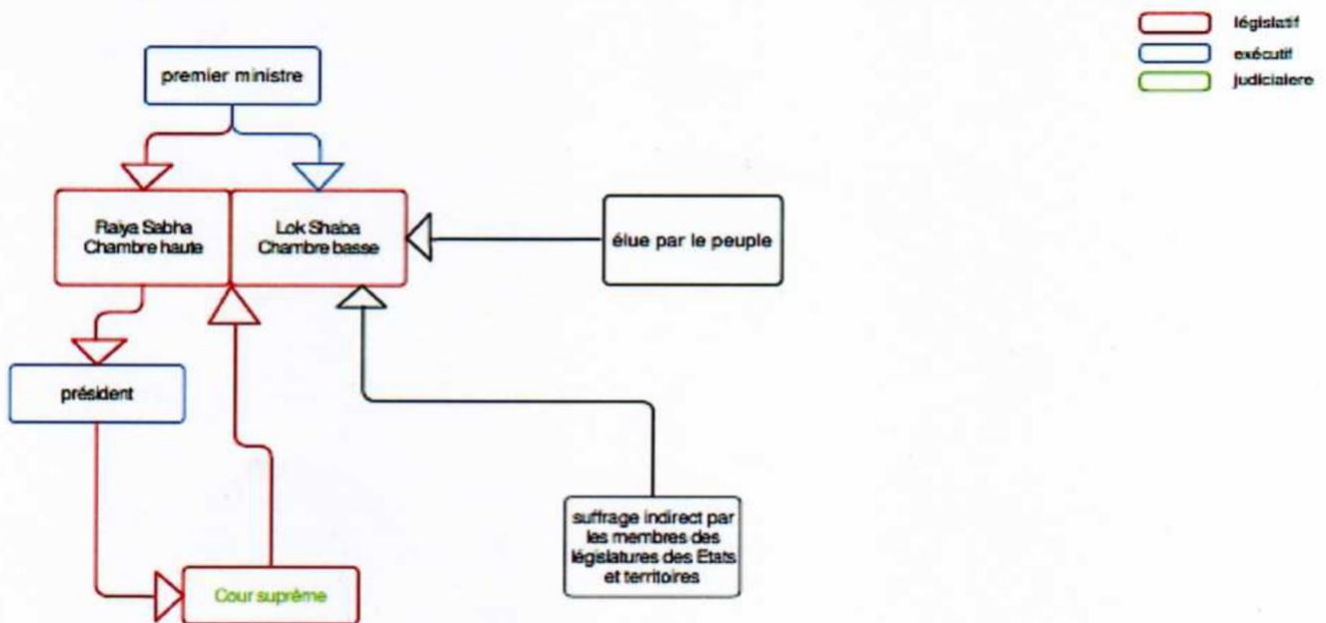


Politique intérieure

La vie politique indienne est marquée depuis les années 1990 par l'alternance de deux partis. Le Parti du Congrès (gauche laïque), fondé en 1885, est la plus ancienne formation politique indienne. Il a dominé la scène politique indienne de l'indépendance jusqu'aux années 1990. Le Bharatiya Janata Party (BJP), fondé en 1980, représente la droite hindoue conservatrice. Il a remporté les élections législatives en 1998, 2014 et 2019.

Plus de 911 millions d'électeurs ont été appelés à voter aux élections législatives qui se sont déroulées du 11 avril au 19 mai 2019 : la coalition NDA (Alliance démocratique nationale) dominée par le BJP, le parti du Premier ministre sortant, M. Narendra Modi, a obtenu 45 % des suffrages et 65 % des sièges de la Lok Sabha, chambre basse du parlement. M. Modi a facilement été reconduit dans ses fonctions de Premier ministre le 30 mai 2019. Les prochaines élections générales devraient se tenir en 2024 au plus tard. Le parti du Congrès domine par contre la chambre haute du parlement, Rajya Sabha, dont les membres sont élus par les assemblées locales des États fédérés (51 % des 245 sièges, contre 47 % pour la coalition soutenant le Premier ministre).

Institution de l'Inde - Org Chart



Capture d'écran de l'article sur l'Inde, du site diplomatie.gouv.fr.

Pays particulièrement préoccupant



Depuis 2010, la Commission avait classé l'Inde dans la catégorie des pays de niveau 2, qui présentent au moins un des éléments «systématique, continu et flagrant» des violations de la liberté religieuse. Depuis l'élection de Modi en 2014, les dirigeants chrétiens et musulmans dénoncent les nombreuses attaques des groupes hindous contre les minorités dans leur tentative de faire de l'Inde une nation exclusivement hindoue.

En classant l'Inde parmi les «pays particulièrement préoccupants» cette année, l'USCIRF la place aux côtés de pays communistes tels que la Chine et la Corée du Nord.

La commission a indiqué que l'Inde a été classée ainsi parce que «le gouvernement national et ceux de divers Etats ont permis que des campagnes nationales de harcèlement et de violence contre les minorités religieuses se poursuivent en toute impunité, et ont engagé et toléré des discours de haine et d'incitation à la violence à leur encontre». Les lois anti-conversion dans divers Etats sont une incitation permanente à la violence contre les minorités religieuses de la part des fonctionnaires. La majorité des membres de la commission estiment ainsi que l'Inde évolue dans une direction très négative.

Priver les musulmans de nationalité

Tony Perkins a parlé notamment de révision de la loi sur la citoyenneté (CAA) adoptée en décembre 2019. Elle vise à accorder la citoyenneté aux migrants du Pakistan, du Bangladesh et de l'Afghanistan, à condition qu'ils ne soient pas musulmans (or ces trois pays sont musulmans à plus de 90% nldr). Si ces mesures sont mises en œuvre au niveau national, 100 millions de personnes, pour la plupart musulmanes, pourraient se retrouver apatrides en raison de leur religion, a dénoncé Perkins.

Une minorité de la commission a cependant refusé cette dégradation. «L'Inde n'appartient pas à la même catégorie que les régimes autoritaires comme la Chine et la Corée du Nord. L'Inde est la plus grande nation démocratique du monde, où la loi sur la citoyenneté a été ouvertement contestée par le parti d'opposition du Congrès et les législateurs, la société civile et divers groupes», a écrit la commissaire Tenzin Dorjee.

Les 13 autres pays qui figurent dans la catégorie la plus basse sont le Myanmar, la Chine, l'Erythrée, l'Iran, la Corée du Nord, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, le Tadjikistan, le Turkménistan, le Nigeria, la Russie, la Syrie et le Vietnam. (cath.ch/ucanews/mp)

© Centre catholique des médias Cath-Info, 01.05.2020

Les droits de l'ensemble des contenus de ce site sont déposés à Cath-Info. Toute diffusion de texte, de son ou d'image sur quelque support que ce soit est payante. L'enregistrement dans d'autres bases de données est interdit.

Les principes fondamentaux de la démocratie indienne:

La Constitution indienne est la plus longue au monde. La Constitution a été élaborée entre 1947 et 1950 par une commission de l'Assemblée formée des principaux chefs du parti du Congrès (Nehru, Patel) et de quelques politiciens indépendants, comme Ambedkar, leader des Intouchables. Le but de Nehru était d'asseoir sur des bases solides un État qui héritait en même temps de territoires sous administration britannique directe et d'une multiplicité de protectorats (les "États princiers") qui étaient pour la plupart dépourvus de toute expérience représentative, et encore moins démocratique.

Inspirée du modèle américain, la Constitution énonce:

- des droits fondamentaux humains (liberté, égalité, justice et recours contre les abus de pouvoir, droit de propriété). Enfin, un individu ou un groupe peut avoir recours contre l'Etat.
- des principes directeurs de l'action de l'État (justice sociale et économique, bien-être du peuple etc.), l'intervention de l'État dans le domaine économique par des politiques de développement et de redistribution etc.

Le statut de l'Inde est défini de façon à être :

- un régime républicain : les élections sont à suffrage universel pour les deux sexes.
- un système fédéral, sans droit de sécession des éléments constituants : l'Inde est qualifiée d'Union d'États et comprend aussi des Territoires qui sont administrés plus directement par le pouvoir central.

- une démocratie
- L'application de la Constitution est assurée par le pouvoir central ou déléguée aux États de l'Union ; la constitutionnalité des lois et décrets est garantie par la Cour Suprême.

Capture d'écran de l'article sur l'Inde, du site diplomatiegouv.fr

L'inquiétante dérive de la démocratie indienne

Dans une Inde qui se targue d'être la plus grande démocratie du monde, les libertés individuelles ont durement été mises à mal par les nationalistes hindous arrivés au pouvoir par les urnes en 2014.

Par **Carole Dieterich**

Publié le 16 sept. 2019 à 8:41

L'Inde est-elle véritablement la plus grande démocratie du monde ? La question brûle les lèvres, en Inde comme à l'étranger. Certes, le Bharatiya Janata Party (BJP) du Premier ministre, Narendra Modi, a remporté au mois de mai dernier et pour la seconde fois d'affilée **une victoire éclatante aux élections législatives**, mais « *peut-on résumer la démocratie à des élections ?* », interroge l'universitaire Ashutosh Varshney dans les colonnes de l'« Indian Express ».

L'Inde montre encore bien d'autres symptômes de déclin des libertés individuelles. En matière de liberté de la presse, le pays se classe derrière le Soudan du Sud, à la 140^e place du classement 2019 de Reporters sans frontières (RSF), qui compte 180 pays. En 2018, au moins six journalistes indiens ont été tués en lien avec leur travail. « *Les attaques contre les journalistes par les supporters du Premier ministre, Narendra Modi, ont augmenté dans la course des élections générales du printemps 2019* », ajoute RSF, qui s'alarme également des campagnes de haine sur les réseaux sociaux, qui peuvent aller jusqu'à l'appel au meurtre.

Les journalistes mais aussi les avocats défenseurs des droits de l'homme, les étudiants et les universitaires sont désormais menacés de tomber sous le coup des lois sur la sédition, la diffamation et le contre-terrorisme. Un arsenal légal que les autorités utilisent pour « *réprimer les critiques* », dénonce l'ONG Human Rights Watch dans son rapport 2019. Ainsi, en 2016, un étudiant de la célèbre Jawaharlal Nehru University, réputée de gauche, a été accusé de sédition et arrêté pour avoir entonné des slogans anti-indiens lors de la commémoration de la mort d'un leader séparatiste du Cachemire. En 2018, l'arrestation de plusieurs intellectuels et militants des droits de l'homme accusés de liens avec des rebelles maoïstes, en vertu d'une loi antiterroriste, avait provoqué l'indignation de toute une partie du pays.

Dans cette « nouvelle Inde » que dessinent les nationalistes hindous, quiconque exprime son désaccord avec le gouvernement se retrouve taxé d'ennemi de la nation, d'« *anti-national* ». « *On assiste à une nouvelle définition de la citoyenneté dictée par le nationalisme hindou et non plus par l'appartenance au politique*, analyse Ramin Jahanbegloo, professeur à la Jindal Global Law School, en Inde. *Cette nouvelle citoyenneté se définit contre le Pakistan mais aussi contre la communauté musulmane.* » Au cours des cinq dernières années, les violences contre les minorités religieuses, et plus particulièrement contre la minorité musulmane, ont en effet connu une recrudescence.

« *Faire taire la critique au nom du nationalisme peut s'avérer désastreux* », prévient l'éditorialiste Sagarika Ghose au sujet de la révocation de l'autonomie du Cachemire. C'est prendre le risque, dit-elle, que la soupape de décompression que représente la liberté d'expression, à force d'être étouffée, ne finisse par exploser.

Carole Dieterich

Les echos.fr